

Conseil de Communauté
du 12 janvier 2017
 ♦♦♦♦♦♦♦♦
PROCÈS VERBAL DE RÉUNION

N°	Intitulé
1	Arrêt de projet de révision du POS de Martigné-sur-Mayenne en PLU et Bilan de la Concertation
2	Finances - Budget annexe parc d'activités des Haras - Décision modificative n° 1 de clôture sur l'exercice 2016
3	Finances - Budget annexe parc d'activités de Coulonges - Décision modificative n° 2 de clôture sur l'exercice 2016
4	Finances - Budget annexe parc d'activités du Berry - Décision modificative n° 1 de clôture sur l'exercice 2016
5	Finances - Budget annexe parc d'activités de Polrsac III - Décision modificative n° 1 de clôture sur l'exercice 2016
6	Finances - Budget annexe parc d'activités de Montrieux - Décision modificative n° 1 de clôture sur l'exercice 2016
7	Finances - Budget annexe parc d'activités de la Lande - Décision modificative n° 1 de clôture sur l'exercice 2016
8	Finances - Budget annexe parc d'activités de l' Orgerie - Décision modificative n° 2 de clôture sur l'exercice 2016
9	Finances - Budget annexe parc d'activités Développement Durable - Décision modificative n° 1 de clôture sur l'exercice 2016
10	Finances - Budget annexe déchets ménagers - Exercice 2016 - Décision modificative n°2
11	Economie - Emploi - Demande de subvention FNADT CPER Evenementiel Emploi
12	Economie - Parc d'Activités de l'Orgerie - Vente à la S.A.S. Garnier
13	Tourisme - Taxe de séjour à effet du 1er février 2017
14	Soutien financier CDAD - action de prévention des addictions en milieu scolaire
15	Acompte HOP compagnie
16	Accessibilité - ADAP Mayenne Communauté - Depot d'un Agenda d'accessibilité Programmé
17	Ressources humaines DASS - Création d'un poste de rédacteur chargé du contrat local de santé
18	Economie - Parc d'activité du Bocage - Projet DOUILLET - Vente à la SCI du Bocage

Extrait du Registre des Délibérations DE MAYENNE COMMUNAUTÉ

SEANCE du 12 janvier 2017 à 20 h

Délégués titulaires en exercice :	58
Délégués présents ou représentés	49
Contre :	0
Pour :	49
Abstention :	0
Quorum :	30

L'an deux mille dix-sept, le six janvier, Monsieur Michel ANGOT, Président de Mayenne Communauté, a convoqué les membres de Mayenne Communauté au siège de Mayenne Communauté, 10 Rue de Verdun - Salle des conseils.

Sont présents :

En qualité de titulaires :

M. ANGOT, *Président*, M. SOUTIF, *1^{er} Vice-Président*, M. TRANCHEVENT, *2^{ème} Vice-Président*, M. MOLL, *3^{ème} Vice-Président*, Mme MORIN, *4^{ème} Vice-Présidente*, M. LE SCORNET, *5^{ème} Vice-Président*, M. VALPREMIT, *6^{ème} Vice-Président*, M. RAILLARD, *7^{ème} Vice-Président*, M. BOISSEAU, *8^{ème} Vice-Président*, M. COISNON, *11^{ème} Vice-Président*, MM. FORET, HEURTEBIZE, SABRAN, POIRRIER, JEUSSE, Mme FOUBERT, MM. NEVEU, SONNET, LANDEMAINE, LAVANDIER, GARNIER, DOYEN, Mme GONTIER, M. JAMOIS, BRODIN, TRANSON, Mmes MONSIMIER, BODINIER, BAR, LANCIEN, M. LESAIN, Mmes LODE, PELE, M. ORDRONNEAU, Mmes CREUSIER, GENEST.

En remplacement du titulaire absent :

M. BORDELET représenté par CHAUVIERE
M. DELAHAYE représenté par Mme BEAUDOUIN

M. BOURGUIN donne pouvoir à M. ANGOT
Mme BELLON donne pouvoir à Mme LODE
Mme SOULARD donne pouvoir à M. RAILLARD
Mme COUTURIER donne pouvoir à M. LAVANDIER
Mme BEUNEUX donne pouvoir à Mme CREUSIER
M. PAILLASSE donne pouvoir à M. LE SCORNET
Mme ADAM donne pouvoir à Mme PELE
M. REBOURS donne pouvoir à M. ORDRONNEAU
Mme OLIVIER donne pouvoir à Mme LANCIEN
M. MORIN donne pouvoir à M. LANDEMAINE
M. FAUCON donne pouvoir à Mme BAR

Excusés :

MM. GUIHERY, CHOUZY, BOITTIN, BEAUJARD, Mme FRANGEUL, MM. COULON, RIOULT, PECCATTE, Mme THELIER

Mme LODE a été désignée secrétaire.

1 - Arrêt de projet de révision du POS de Martigné-sur-Mayenne en PLU et Bilan de la Concertation

Reçu à la Sous-Préfecture le 17 janvier 2017

M. VALPREMIT expose :

Par délibération en date du 3 septembre 2014, le Conseil Municipal de la Commune de Martigné sur Mayenne a

prescrit l'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme son Plan d'Occupation des sols approuvé le 9 février 2001 ne correspondant plus aux exigences de la collectivité.

Depuis le 10 novembre 2015, la Communauté de Communes du Pays de Mayenne exerce la compétence Plan Local d'Urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale?

La CCHL et la CCPM ayant fusionné au 1^{er} janvier 2016 pour devenir Mayenne Communauté, Mayenne Communauté exerce aujourd'hui la compétence Plan Local d'Urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale?

L'exercice de cette compétence par l'intercommunalité ne permettait donc plus à la commune de poursuivre elle-même la procédure d'élaboration de son PLU.

Cependant, au titre de l'article L. 123-1 du code de l'urbanisme, un EPCI compétent en matière de plan local d'urbanisme, de document en tenant lieu ou de carte communale peut décider, le cas échéant après accord de la commune concernée, d'achever toute procédure d'élaboration ou d'évolution d'un Plan Local d'Urbanisme, d'un document en tenant lieu ou d'une carte communale, engagée avant la date de sa création ou du transfert de cette compétence».

Par délibération en date du 27 janvier 2016, le conseil municipal de Martigné sur Mayenne a sollicité la poursuite de sa procédure d'élaboration de PLU par Mayenne Communauté ce qu'a accepté la nouvelle communauté de communes par délibération en date du 25 février 2016,

Par ces délibérations respectives, la commune de Martigné et Mayenne Communauté se sont entendues pour valider et confirmer les objectifs suivants :

- traduire dans le document communal les objectifs du PLH intercommunal en cours.
- anticiper un certain nombre d'objectifs communaux :
 - maîtrise de l'étalement urbain et préservation des espaces agricoles et naturels,
 - préserver les structures paysagères et garantir la qualité paysagère des espaces urbanisés et des entrées de bourg
 - permettre l'accueil de population en développant un habitat diversifié, en tenant compte des orientations du futur PLH.

Conformément à L'article L.153-12 du Code de l'urbanisme un débat a lieu au sein de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale et des conseils municipaux ou du conseil municipal sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables mentionné à l'article L. 151-5, au plus tard deux mois avant l'examen du projet de plan local d'urbanisme. Ce débat n'a pas de caractère décisionnel, ce document est susceptible d'évoluer au gré des remarques de la concertation publique et de l'avis des personnes publiques associées.

Ces débats ont eu lieu respectivement en Conseil Municipal de Martigné puis en Conseil Communautaire les 20 avril 2016 et 2 Juin 2016 après présentation par le Cabinet Architour des documents complets organisés autour de 4 axes :

- Axe 1 : Créer les conditions d'un développement communal équilibré et adapté aux capacités d'accueil du territoire
- Axe 2 : Mettre en œuvre une politique d'habitat qualitative et diversifiée dans l'objectif de répondre aux besoins de l'ensemble de la population
- Axe 3 : Soutenir un développement économique local et offrir un bon niveau de services et d'équipements à la population
- Axe 4 : Inscrire le patrimoine naturel, architectural et paysager au cœur du projet urbain.

En application des articles L153-14 et L103-6 du Code de l'Urbanisme, le Conseil Communautaire doit désormais :

- arrêter le projet de PLU
- ainsi que le bilan de concertation dont a fait l'objet ledit projet.

Arrêt du PLU de Martigné-sur-Mayenne:

Le projet de PLU de Martigné-sur-Mayenne est constitué des documents suivants :

- Un rapport de présentation;
- Un projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD),
- Des orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP),
- Le règlement graphique sur lequel apparaît le territoire divisé en zone urbaine (U), à urbaniser (AU), agricole (A) et naturelle (N),
- Le règlement écrit qui définit, pour chaque zone reportée au plan de zonage, les règles applicables;
- Des annexes indiquant à titre d'information les éléments figurant aux articles R151-51 à 53 du Code de l'Urbanisme.

Les pièces réglementaires et cartographiques traduisent les orientations du PADD débattues préalablement. Le Conseil Municipal de Martigné a été invité à émettre un avis sur le projet dans l'optique de cet arrêt.

Ainsi le 19 décembre 2016 après en avoir délibéré le Conseil Municipal de Martigné a :

- émis un avis favorable à l'arrêt du projet de révision de son POS en PLU de la Commune de Martigné sur Mayenne tel qu'il a été annexé à la présente,
- précisé qu'il y avait lieu d'apporter la modification suivante : agrandir le périmètre actuel de l'étude Loi Barnier, à la parcelle située au Nord de l'entreprise MP3PLV (section B- N° 2046)

De plus, sur la suggestion de M. le Maire de Martigné sur Mayenne, il convient de modifier les OAP comme suit :

- OAP n°2 : suppression des principes de préservation et de mise en scène des point de vue sur l'église
- OAP n°8 : modification du tracé du projet de connexion de la RD 508 à la RN 162 et modification du principe d'entrée/sortie de voie

BILAN DE LA CONCERTATION :

Par les délibérations respectives, la commune de Martigné et Mayenne Communauté se sont entendues pour valider et confirmer les modalités de la concertation comme suit :

- Une réunion publique de présentation du projet d'aménagement et de développement durable en présence de l'urbaniste auteur du projet,
- Une exposition permanente en mairie sur la démarche et l'avancement du projet à partir de documents graphiques présentant d'une part le diagnostic initial de la commune et d'autre part les enjeux et les objectifs en matière de développement d'aménagement de l'espace et de protection de l'environnement.
- La mise à disposition du public d'un registre permettant de recueillir les suggestions du public, sorte de cahier de doléance afin de recueillir les remarques des habitants,

Un bilan de chacune de ces modalités doit donc être fait.

Ces modalités ont été suivies par la commune de Martigné-sur-Mayenne et Mayenne Communauté permettant ainsi au public de participer à la concertation préalable.

Réunion Publique

Une réunion publique d'échange sur le projet communal s'est déroulée le 9 mai 2016. Elle a porté sur la démarche d'élaboration du document et sur les enjeux et réponses à apporter au diagnostic territorial.

Cette réunion publique a été annoncée par voie de presse dans un article paru dans le journal Ouest-France le 29 avril 2016, exposant le déroulement de cette réunion.

Cette réunion a porté sur la démarche d'élaboration du document et sur les enjeux et réponses à apporter au diagnostic territorial.

Lors de cette réunion, la chargée d'études PLU d'Architour a présenté et expliqué le cadre général de la procédure de révision du POS, le diagnostic et ses principaux enjeux ainsi que les orientations du PADD. Une soixantaine de personnes étaient présentes à cette réunion. Plusieurs observations ont été formulées, sans toutefois remettre en cause l'économie générale du projet. Les principaux questionnements des habitants portaient sur le projet de connexion de la RD 508 à la RN162, le déclassement de certains secteurs urbains en zones naturelles et agricoles, et le positionnement de la moyenne surface de l'autre côté de la RN162 et le questionnement quant à la sécurité de la traversée sur ce secteur.

M. Le Maire et la chargée d'études ont apporté l'ensemble des informations possibles pour éclairer et sensibiliser les participants.

Exposition

Une exposition sur l'ensemble de la démarche, allant de la réalisation du Diagnostic à l'élaboration du PADD a ensuite été mise à disposition du public entre le 9 mai 2016 et le 1er octobre 2016. En complément de cette exposition, la commune a mis à disposition le Diagnostic de territoire ainsi qu'un cahier de doléances afin d'y consigner les observations des habitants.

Cahier de doléances

Ce registre a été mis à la disposition du public sur les périodes dédiés à l'exposition à partir du 9 mai 2016 et ce jusqu'au 1^{er} octobre 2016 afin que chaque habitant puisse s'exprimer sur le projet. Aucune observation écrite et autre courrier n'a été réceptionné à la Commune ni auprès de Mayenne Communauté.

Aux mesures prévues par les délibérations s'est ajoutée une Concertation agricole.

Le diagnostic agricole du PLU a été réalisé par la Chambre d'Agriculture sur la base d'une enquête auprès des exploitants.

Les exploitants agricoles ont ensuite été conviés à deux réunions de concertation concernant le projet de PLU. La publicité de ces réunions a été assurée par courrier aux exploitants agricoles.

Une réunion de concertation agricole s'est déroulée au tout début de la démarche, le 29 février 2016, présentant ainsi le diagnostic réalisé et rappelant la nécessité de retranscrire la zone agricole au plus près de la réalité du terrain. La chambre d'agriculture et une dizaine d'exploitants ont ainsi pu s'exprimer en amont de la démarche et poser leurs questions.

Une seconde réunion de concertation a ensuite eu lieu le 6 octobre 2016. Cette réunion avait pour objectif de présenter le projet final aux exploitants et à la chambre d'agriculture afin de recueillir leurs avis avant l'arrêt de projet.

Affichage des délibérations.

Les délibérations citées ont été affichées conformément aux modalités qui y sont précisées.

Articles dans la presse locale

Afin de communiquer sur l'avancement de la procédure de révision du PLU, des articles sont parus dans la presse locale à différentes phases : Un article est paru dans le journal Ouest-France le 23 octobre 2014, précisant les raisons de la mise en révision du POS en PLU.

Articles dans le bulletin communal de Martigné-sur-Mayenne

Trois articles sont parus dans le bulletin municipal de la commune au sujet du PLU : janvier 2015, janvier 2016 et juillet 2016.

Conclusion

La concertation sur le projet de PLU s'est déroulée dans de bonnes conditions. Le public a pu s'exprimer librement et les remarques ont été écoutées par les élus. Les observations ont toujours été examinées sous l'angle de l'intérêt général et de la politique générale de développement du territoire à mettre en place.

M. SONNET : "Je veux revenir sur deux points et surtout sur la croissance démographique. Pour être compatible avec le PLH, on devait partir sur une croissance de 0,7 % soit une augmentation de 131 habitants sur 10 ans, ce qui est très peu. Sur les cinq dernières années, on est déjà à plus de 250 habitants supplémentaires. Dans le futur PLH, il faudra peut être être un peu plus vigilant pour les communes qui se développent relativement bien. On a mis 0,7 % pour l'ensemble des communes alors qu'il y a des communes qui se développent plus facilement que d'autres. Ça nous bloque un petit peu."

M. le Président : " Quel est votre taux d'occupation par habitant par logement ?"

M. SONNET : " On est à 2,45."

M. le Président : " Vous avez regardé ce que vous avez dans vos propres communes ? Je l'ai fait pour Mayenne, on est à 1,65. C'est très faible et plus ça va et plus ça baisse. Il y a deux ans, le chiffre était de 2,30."

M. SONNET : " Je voudrais parler de la superette. Au niveau du SCOT, la DDT nous a dit que nous aurions un avis défavorable car la superette ne serait pas dans la continuité de l'agglomération mais de l'autre côté de la voie. Je souhaite que la Communauté de Communes émette un avis favorable car c'est important pour notre commune d'avoir une superette."

M. le Président : " Il appartient d'abord aux communes de décider ce qu'elles veulent faire. Ce n'est pas à la DDT de décider pour nous."

M. SONNET : " Le problème c'est que c'est une prescription de notre SCOT."

M. le Président : " Que peut-on faire ?"

M. SONNET : " Au niveau de l'enquête publique, il va falloir défendre ce projet. Les maires des communes environnantes peuvent peut être venir répondre à cette enquête. La population est pour ce projet mais il va falloir aménager un cheminement piéton sécurisé pour s'y rendre. On a le même problème avec les gens qui vont au cimetière."

M. SONNET demande à modifier une diapo sur l'OAP (modification du tracé du projet de connexion de la RD 508 à la RN 162 et modification du principe d'entrée/sortie de voie).

M. SONNET : " Au niveau du bilan de la concertation, on a eu un débat sur les orientations du PADD en conseil municipal le 20 avril 2016. On a organisé une réunion publique le 9 mai 2016. On a eu une exposition sur l'ensemble de la démarche du 19 mai au 1^{er} octobre 2016 en mairie. On avait mis en place un cahier de doléances mais on n'en a eu aucune. On a fait une réunion de concertation au tout début de la démarche, le 29 février 2016, en présentant le diagnostic et il y a eu une deuxième réunion le 6 octobre 2016 pour présenter le projet final. Il y a eu des articles dans la presse et dans tous les bulletins municipaux. On a émis un avis favorable au niveau du conseil municipal sur l'arrêt du PLU le 19 décembre 2016."

M. le Président : " Il est important de tout mentionner, car on a connu assez de problèmes avec des éléments non mentionnés. On peut croire derrière qu'on n'a pas assez réfléchi et pas assez débattu."

M. TRANCHEVENT : " On a travaillé depuis un certain temps sur le SCOT. Il apparaît très clairement que Martigné est une ville porte. A ce titre, elle doit avoir une zone de développement économique suffisante et ambitieuse. Elle doit également avoir une superette là où vous l'avez prévu. Nous avons à imaginer le développement de notre territoire compte tenu d'une déviation qui sera possible et qui rendra caduque l'observation de la DDT et renforcera l'aspect boulevard urbain de ce tronçon qui sera urbanisé par la suite."

M. MOLL : " Comment s'est déroulé l'étalage des bâtiments agricoles qui ont changé de destination ? Avez-vous rencontré tous les agriculteurs ?"

M. SONNET : " On est allé sur toutes les exploitations."

M. BOISSEAU : " Concernant les propriétaires dont les bâtiments ont fait l'objet de modifications, il n'y a pas eu d'observations ?"

M. SONNET : " Pas particulièrement car je les avais rencontrés."

M. le Président : " A Mayenne aussi, nous l'avons fait convenablement."

M. LE SCORNET : " Je veux rebondir sur ce qui a été dit sur cette fonction de ville porte. C'est la porte d'entrée sur l'agglomération lavalloise. Est-ce que cette notion est intégrée au SCOT/PLU ? Ensuite, on voit l'importance du développement durable. Pourquoi n'êtes-vous pas allés plus loin dans l'obligation de replanter ?

Cabinet Architour : " Il y a une obligation de préservation mais parfois les agriculteurs ont besoin de couper une haie pour aller dans la parcelle à côté. C'est autorisé mais l'obligation de replanter est là. L'OAP le recommande sur certains secteurs. La protection de la haie est une obligation."

M. SONNET : " On a de jeunes agriculteurs qui sont venus nous voir pour replanter des haies. Il y a des subventions relativement importantes. Ils ont adhéré au plan bocager."

M. BRODIN : " Je voulais parler de la 162 car vous n'avez pas parlé de son avenir en terme de contournement de Martigné."

M. SONNET : " Nous avons sollicité le conseil départemental. Sur Martigné, il y a toujours eu deux tracés, un à l'est et un autre à l'ouest. Quand on a réalisé notre PLU, on n'est pas venu toucher au tracé. Ça veut dire qu'on n'a pas mis de zones constructibles sous l'emprise des deux tracés."

M. HEURTEBIZE : " Pour un aspect visuel, peut être que le cabinet pourrait le dessiner sur les plans."

M. BRODIN : " Il ne faut pas les oublier."

M. le Président : " C'est un sujet très intéressant. On ne traite pas à la légère le PLU d'une collectivité. Je n'aimerais pas que dans quelques temps, on soit dans le même cas que la commune de Contest."

Mme FOUBERT : " Avez-vous bien différencier les recommandations et les prescriptions ?"

M. le Président : " Après l'expérience de Contest, il faut rester vigilants."

M. HEURTEBIZE : " Je voudrais avoir le ressenti sur cette séance de conseil de M. Sonnet car parfois on peut faire de l'ingérence."

M. SONNET : " Je pense qu'il faut un débat. On vient de l'avoir et c'est tout à fait naturel."

Ceci exposé,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 5217-1 et suivants

VU le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L 151-1 et suivants et R 151-1 et suivants et L153-14 et suivants et R153-3 et suivants ;

Vu la loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 relative à la simplification de la vie des entreprises et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives, modifiant l'article L.123-1 du code de l'urbanisme ;

VU la délibération du Conseil Municipal 03 septembre 2014, prescrivant la révision du POS en PLU

Vu l'arrêté préfectoral n° 2015 M 329 du 10 novembre 2015 portant modification statutaire de la Communauté de Communes du Pays de Mayenne;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2015M334 du 18 novembre 2015 prononçant la fusion de la Communauté de Communes du Pays de Mayenne et de la Communauté de Communes Le Corps Lassay au 1^{er} janvier 2016 pour créer le nouvel EPCI Mayenne Communauté ? et prévoyant les nouvelles compétences,

Vu la délibération du conseil municipal de Martigné en date du 27 janvier 2016, sollicitant la poursuite de sa procédure d'élaboration de PLU par Mayenne Communauté,

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 25 février 2016, acceptant de reprendre à son compte et poursuivre la procédure de PLU engagée,

Vu les débats du 20 Avril 2016 en Conseil Municipal et du 2 juin en Conseil Communautaire portant sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables,

VU la délibération du Conseil Municipal de Martigné-sur-Mayenne du 19 décembre 2016, portant un avis favorable sur l'arrêt de projet PLU,

VU le bilan de la concertation exposé ci-dessus,

VU le projet de Plan Local d'Urbanisme de Martigné-sur-Mayenne joint à la présente délibération,

CONSIDERANT que les objectifs inscrits dans la délibération de prescription de la révision du PLU ont été respectés,

CONSIDERANT que le projet de PLU a été mis à la disposition au préalable des conseillers municipaux puis communautaires par voie dématérialisée (consultation sur l'extranet des élus)

CONSIDERANT que ce projet est prêt à être soumis pour avis aux communes et Personnes Publiques Associées ;

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- arrête le bilan de la concertation ;
- arrête le projet de Plan Local d'Urbanisme de Martigné-sur-Mayenne tel qu'il est annexé à la présente délibération ;
- et précise que ce projet sera communiqué pour avis aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L132-7 et L132-9 du code de l'urbanisme:

La présente délibération fera l'objet d'un affichage au siège de la Communauté de Communes de Mayenne communauté et de la commune concernée.

2 - Finances - Budget annexe parc d'activités des Haras - Décision modificative n° 1 de clôture sur l'exercice 2016

Reçu à la Sous-Préfecture le 17 janvier 2017

M. SOUTIF expose :

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adopte la décision modificative de clôture suivante qui intègre les opérations liées aux variations de stocks.

Section de fonctionnement			
Nature	Libellé	Dépenses	Recettes
71355	Variation des stocks de terrains aménagés (stock initial)	24 885,41	
7015	Ventes de terrains aménagés		-135,00
71355	Variation des stocks de terrains aménagés (stock final)		25 020,41
	Total D.M. N° 1	24 885,41	24 885,41
	Rappel BP + DM antérieure	157 285,94	157 285,94
	TOTAL BP + DM	182 171,35	182 171,35
Section d'investissement			
Nature	Libellé	Dépenses	Recettes
3555	Terrains aménagés (stock final)	25 020,41	
3555	Travaux (stock initial)		24 885,41
16878	Versement du budget général		135,00
	Total D.M. N° 1	25 020,41	25 020,41
	Rappel BP + DM antérieure	341,70	341,70
	TOTAL BP + DM	25 362,11	25 362,11

M. SOUTIF expose :

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adopte la décision modificative de clôture suivante qui intègre les opérations liées aux variations de stocks.

Section de fonctionnement			
Nature	Libellé	Dépenses	Recettes
7133	Variation des encours de production (stock initial)	717 211,15	
6522	Reversement de l'excédent des budgets annexes	411,00	
7015	Vente terrain		
7552	Prise en charge du déficit		
7133	Variation des encours de production (stock final)		717 622,15
	Total D.M. N° 1	717 622,15	717 622,15
	Rappel BP + DM antérieure	43 625,91	43 625,91
	TOTAL BP + DM	761 248,06	761 248,06
Section d'investissement			
Nature	Libellé	Dépenses	Recettes
3351	Terrains (stock final)	95 152,46	
3354	Etudes (stock final)	15 037,90	
3355	Travaux (stock final)	521 977,23	
33581	Frais accessoires (stock final)	85 454,56	
3351	Terrains (stock initial)		95 152,46
3354	Etudes (stock initial)		15 037,90
3355	Travaux (stock initial)		521 977,23
33581	Frais accessoires (stock initial)		85 043,56
16878	Versement du budget général		411,00
	Total D.M. N° 1	717 622,15	717 622,15
	Rappel BP + DM antérieure	46 592,91	46 592,91
	TOTAL BP + DM	764 215,06	764 215,06

M. SOUTIF expose :

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adopte la décision modificative de clôture suivante qui intègre les opérations liées aux variations de stocks.

		Section de fonctionnement	
Nature	Libellé	Dépenses	Recettes
7133	Variation des encours de production (stock initial)	223 090,87	
605	Travaux		
7015	Ventes terrain		
7552	Prise en charge du déficit par le budget général		-910,00
7133	Variation des encours de production (stock final)		224 000,87
	Total D.M. N° 1	223 090,87	223 090,87
	Rappel BP + DM antérieure	141 702,82	141 702,82
	TOTAL BP + DM	364 793,69	364 793,69

		Section d'investissement	
Nature	Libellé	Dépenses	Recettes
3355	Travaux (stock final)	223 634,87	
33581	Frais accessoires (stock final)	366,00	
3355	Travaux (stock initial)		222 854,87
33581	Frais accessoires (stock initial)		236,00
16878	Versement du budget général		910,00
	Total D.M. N° 1	224 000,87	224 000,87
	Rappel BP + DM antérieure	76 837,89	76 837,89
	TOTAL BP + DM	300 838,76	300 838,76

M. SOUTIF expose :

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adopte la décision modificative de clôture suivante qui intègre les opérations liées aux variations de stocks.

Section de fonctionnement			
Nature	Libellé	Dépenses	Recettes
605	Travaux	-24 448,00	
63512	Taxes foncières	-500,00	
7133	Variation des encours de production (stock initial)	514 886,98	
7133	Variation des encours de production (stock final)		465 896,76
7552	Prise en charge du déficit par le budget général		24 042,22
	Total D.M. N° 1	489 938,98	489 938,98
	Rappel BP + DM antérieure	25 108,00	25 108,00
	TOTAL BP + DM	515 046,98	515 046,98
Section d'investissement			
Nature	Libellé	Dépenses	Recettes
3351	Terrain (stock final)	0,00	
3355	Travaux (stock final)	465 896,76	
3351	Terrain (stock initial)		0,00
3355	Travaux (stock initial)		514 886,98
33581	Frais accessoires (stock initial)		
16878	Versement au budget général	48 990,22	
	Total D.M. N° 1	514 886,98	514 886,98
	Rappel BP + DM antérieure	17,58	17,58
	TOTAL BP + DM	514 904,56	514 904,56

M. SOUTIF expose :

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adopte la décision modificative de clôture suivante qui intègre les opérations liées aux variations de stocks.

Section de fonctionnement			
Nature	Libellé	Dépenses	Recettes
7133	Variation des encours de production (stock initial)	219 382,23	
6522	Reversement de l'excédent au budget général		
7552	Prise en charge du déficit par le budget général		-185,00
7133	Variation des encours de production (stock final)		219 567,23
	Total D.M. N° 1	219 382,23	219 382,23
	Rappel BP + DM antérieure	2 120,13	2 120,13
	TOTAL BP + DM	221 502,36	221 502,36
Section d'investissement			
Nature	Libellé	Dépenses	Recettes
3351	Terrain (stock final)	117 532,33	
3355	Travaux (stock final)	96 699,25	
33581	Frais accessoires (stock final)	5 335,65	
3351	Terrain (stock initial)		117 532,33
3355	Travaux (stock initial)		96 699,25
33581	Frais accessoires (stock initial)		5 150,65
16878	Versement du budget général		185,00
	Total D.M. N° 1	219 567,23	219 567,23
	Rappel BP + DM antérieure	6 346,97	6 346,97
	TOTAL BP + DM	225 914,20	225 914,20

M. SOUTIF expose :

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adopte la décision modificative de clôture suivante qui intègre les opérations liées aux variations de stocks.

Section de fonctionnement			
Nature	Libellé	Dépenses	Recettes
7133	Variation des encours de production (stock initial)	926 742,68	
7552	Prise en charge du déficit par le budget général		-196,00
7133	Variation des encours de production (stock final)		926 938,68
	Total D.M. N° 1	926 742,68	926 742,68
	Rappel BP + DM antérieure	200,00	200,00
	TOTAL BP + DM	926 942,68	926 942,68

Section d'investissement			
Nature	Libellé	Dépenses	Recettes
3351	Terrain (stock final)	31 451,79	
3355	Travaux (stock final)	888 162,37	
33581	Frais accessoires (stock final)	7 324,52	
3351	Terrain (stock initial)		31 451,79
3355	Travaux (stock initial)		888 162,37
33581	Frais accessoires (stock initial)		7 128,52
16878	Versement du budget général		196,00
	Total D.M. N° 1	926 938,68	926 938,68
	Rappel BP + DM antérieure	8 671,05	8 671,05
	TOTAL BP + DM	935 609,73	935 609,73

M. SOUTIF expose :

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adopte la décision modificative de clôture suivante qui intègre les opérations liées aux variations de stocks.

Section de fonctionnement			
Nature	Libellé	Dépenses	Recettes
7133	Variation des encours de production (stock initial)	594 342,66	
7552	Prise en charge du déficit par le budget général		-252,40
7133	Variation des encours de production (stock final)		594 595,06
	Total D.M. N° 1	594 342,66	594 342,66
	Rappel BP + DM antérieure	1 360,00	1 360,00
	TOTAL BP + DM	595 702,66	595 702,66
Section d'investissement			
Nature	Libellé	Dépenses	Recettes
3351	Terrain (stock final)	96 128,26	
3355	Travaux (stock final)	494 780,59	
33581	Frais accessoires (stock final)	3 686,21	
3351	Terrain (stock initial)		96 128,26
3355	Travaux (stock initial)		494 780,59
33581	Frais accessoires (stock initial)		3 433,81
16878	Versement du budget général		252,40
	Total D.M. N° 1	594 595,06	594 595,06
	Rappel BP + DM antérieure	247,00	247,00
	TOTAL BP + DM	594 842,06	594 842,06

M. SOUTIF expose :

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adopte la décision modificative de clôture suivante qui intègre les opérations liées aux variations de stocks.

Section de fonctionnement			
Nature	Libellé	Dépenses	Recettes
7133	Variation des encours de production (stock initial)	487 016,64	
6522	Reversement de l'excédent au budget général		
7552	Prise en charge du déficit par le budget général		-548,45
7133	Variation des encours de production (stock final)		487 565,09
	Total D.M. N° 1	487 016,64	487 016,64
	Rappel BP + DM antérieure	5 835,00	5 835,00
	TOTAL BP + DM	492 851,64	492 851,64

Section d'investissement			
Nature	Libellé	Dépenses	Recettes
3351	Terrain (stock final)	464 977,56	
3354	Etudes (stock final)	17 870,00	
33581	Frais accessoires (stock final)	4 717,53	
3351	Terrain (stock initial)		464 977,56
3354	Etudes (stock initial)		17 870,00
33581	Frais accessoires (stock initial)		4 169,08
16878	Versement du budget général		548,45
	Total D.M. N° 1	487 565,09	487 565,09
	Rappel BP + DM antérieure	1 401,00	1 401,00
	TOTAL BP + DM	488 966,09	488 966,09

Mme MORIN expose :

Le budget primitif 2016 du budget annexe Déchets Ménagers a été adopté par délibération du 14 avril dernier. Il a fait l'objet d'un premier ajustement budgétaire en date du 3 novembre dernier. Afin de régulariser les écritures d'ordre budgétaire liées aux amortissements, il y a lieu de procéder à un ajustement budgétaire en section d'investissement et de fonctionnement, par décision modificative n° 2 au budget annexe comme indiqué ci-après :

SECTION D'INVESTISSEMENT :

Section d'investissement				
Chapitre	Nature	Libellé	Dépenses	Recettes
040	28184	Dotations aux amortissements		1 057,00
040	2805	Dotations aux amortissements		45 041,00
040	13912	Dotations aux amortissements	22 781,00	
021	21	Virement de la section de fonctionnement		-23 317,00
Total D.M.N° 2			22 781,00	22 781,00
Rappel B.P + DM1			1 497 630,02	1 497 630,02
TOTAL BP + DM			1 520 411,02	1 520 411,02

SECTION DE FONCTIONNEMENT :

Section de fonctionnement				
Chapitre	Nature	Libellé	Dépenses	Recettes
042	777	Dotations aux amortissements		22 781,00
042	6811	Dotations aux amortissements	46 098,00	
023	023	Virement à la section d'investissement	-23 317,00	
Total D.M.N° 2			22 781,00	22 781,00
Rappel B.P + DM1			3 857 062,96	3 857 062,96
TOTAL BP + DM			3 879 843,96	3 879 843,96

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adopte la décision modificative n°2 à l'exercice 2016 du budget annexe Déchets Ménagers telle qu'elle est présentée.

11 - Economie - Emploi - Demande de subvention FNADT CPER Evenementiel Emploi

Reçu à la Sous-Préfecture le 17 janvier 2017

M. TRANCHEVENT expose :

Le Service Public de l'emploi de Proximité (SPEP), auquel participe Mayenne Communauté, a travaillé début 2016 à un état des lieux partagé de l'emploi en Haute Mayenne. Les difficultés de recrutement des entreprises sont ressorties comme problématique première et ancienne du territoire.

Parmi les propositions d'actions faites, il est proposé la mise en place d'un rendez vous annuel de l'emploi en Nord Mayenne. En 2017, il vous est proposé de concentrer nos efforts sur l'organisation d'un événement principal à Mayenne. En effet, l'état des lieux des animations emploi/découverte des métiers réalisées sur le territoire de Haute Mayenne met en avant une somme d'actions de proximité qui méritent d'être complétées par un moment fort lié à l'emploi et au recrutement. En 2018, d'autres actions pourront être déployées, par exemple des micro salons locaux sur le recrutement, l'apprentissage et l'alternance tout au long de l'année.

Les objectifs de cette opération sont de :

- Favoriser les rencontres entreprises et demandeurs d'emploi
- Permettre le recrutement
- Promouvoir les métiers et filières du territoire
- Favoriser les échanges entre les acteurs du territoire.

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

Dépense TTC		Recette	
Location salle et montage	3 750 €	CPER	15 000 €
Communication scénographie réception	14 997 €	Autofinancement	3 747 €
Total	18 747 €		18 747 €

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- valide la mise en place de cette opération par Mayenne Communauté selon les conditions exposées ci-dessus

- et autorise la sollicitation du FNADT dans le cadre de CPER.

12 - Economie – Parc d'Activités de l'Orgerie – Vente à la S.A.S. Garnier

Reçu à la Sous-Préfecture le 17 janvier 2017

M. TRANCHEVENT expose :

L'entreprise GARNIER, dans le cadre de son développement, souhaite acquérir du terrain sur le parc d'activités de l'Orgerie à proximité de sa propriété actuelle.

L'entreprise développe son savoir-faire dans la production et commercialisation de bennes, grues de manutention et de récupération, appareils ampliroil, caissons et diverses carrosseries destinées aux métiers du BTP, de l'environnement et de l'agriculture. Son site de Mayenne emploie 83 salariés plus environ 7 intérimaires.



Sur le plan ci-dessus, vous trouverez en rouge son site actuel. La partie hachurée correspond à la vente en cours.

Les parcelles concernées sont cadastrées :

- section CI n° 59p pour 11 400 m² environ

- section CI n° 81 pour 23 468 m²
- section CI n° 79 pour 10 314 m² soit un total d'environ 45 182 m²;

Une canalisation GRT Gaz est présente sur ces parcelles, les aménagements à proximité de celle-ci sont soumis à des règles dont d'entreprise Garnier a été destinataire par mail en date du 24 novembre dernier.

Le prix de vente est fixé à 3 € H.T. le m² frais de géomètre et notaire à la charge de l'acquéreur.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée décide :

- **de valider cette vente de 45 182 m² environ au prix de 3 € H.T. le m² auquel s'ajoutent les frais de bornage et de notaire à GARNIER S.A.S. ou toute autre personne physique ou morale s'y substituant,**
- **d'autoriser Monsieur le Président à signer l'acte notarié et tout autre document se rapportant à cette vente**
- **et de confier la rédaction de l'acte à Me PILLEUX.**

M. TRANCHEVENT annonce que la candidature pour le TEPCV a été ~~acceptée~~ pour une subvention d'1 million d'euros. Il annonce que Madame la Ministre, Ségolène Royal viendra en Mayenne signer la convention.

13 - Tourisme - Taxe de séjour à effet du 1^{er} février 2017

Reçu à la Sous-Préfecture le 17 janvier 2017

M. SOUTIF expose :

Dans le cadre de la mise en place de la taxe de séjour sur le territoire au 1^{er} janvier 2017, nous sommes accompagnés par le Cabinet Nouveaux Territoires.

Celui-ci nous a informé le 22 décembre dernier que la loi de Finances Rectificative 2016 précise le fait que le tarif retenu pour une catégorie d'hébergement ne peut être supérieur à celui retenu pour une catégorie inférieure de même type.

Ainsi, le tarif retenu pour les meublés de tourisme non classés ne peut être supérieur à celui retenu pour les meublés de tourisme classés 1 *, ce qui est le cas dans notre tarification votée le 22 septembre 2016 (souhait d'inciter les hébergeurs au classement).

C'est pourquoi, il vous est proposé une nouvelle grille tarifaire applicable au 1^{er} février 2017.

Article 1 :

La communauté de communes institue à compter du 1^{er} janvier 2017 une taxe de séjour sur l'ensemble de son territoire.

Article 2 :

La taxe de séjour est perçue sur l'ensemble de la communauté auprès des personnes hébergées à titre onéreux et qui n'y sont pas domiciliées et qui n'y possèdent pas de résidence à raison de laquelle elles sont passibles de la taxe d'habitation (voir : article L.2333-29 du Code général des collectivités territoriales).

La taxe de séjour est perçue au réel par toutes les natures d'hébergement à titre onéreux proposés :

- Palaces
- Hôtels de tourisme
- Résidences de tourisme
- Meublés de tourisme
- Villages de vacances
- Chambres d'hôtes
- Emplacements dans des aires de camping-cars et des parcs de stationnement touristiques par tranche de 24 heures
- Terrains de camping et de caravanage
- Ports de plaisance

Son montant est calculé à partir de la fréquentation réelle des établissements concernés.

Le montant de la taxe due par chaque touriste est égal au tarif qui lui est applicable en fonction de la classe de l'hébergement dans lequel il réside, multiplié par le nombre de nuitées correspondant à la durée de son séjour. La taxe est ainsi perçue par personne et par nuitée de séjour.

Article 3 :

La taxe de séjour est perçue sur la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Le barème suivant sera appliqué à partir du 1er février 2017. Il est précisé que les tarifs adoptés par délibération du 22 septembre 2016 s'appliquent pour la période du 1^{er} au 31 janvier 2017 :

Catégories d'hébergement	Tarif en € par nuit et par personne
Palaces et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	4,00 €
Hôtels de tourisme 5 étoiles, résidences de tourisme 5 étoiles, meublés de tourisme 5 étoiles et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	3,00 €
Hôtels de tourisme 4 étoiles, résidences de tourisme 4 étoiles, meublés de tourisme 4 étoiles et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	0,80 €
Hôtels de tourisme 3 étoiles, résidences de tourisme 3 étoiles, meublés de tourisme 3 étoiles et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	0,80 €
Hôtels de tourisme 2 étoiles, résidences de tourisme 2 étoiles, meublés de tourisme 2 étoiles, villages de vacances 4 et 5 étoiles et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	0,70 €
Chambres d'hôtes, Hôtels de tourisme 1 étoile, résidences de tourisme 1 étoile, meublés de tourisme 1 étoile, villages de vacances 1, 2 et 3 étoiles, emplacements dans des aires de camping-cars et des parcs de stationnement touristiques par tranche de 24 heures et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	0,60 €
Meublés de tourisme et hébergements assimilés en attente de classement ou sans classement	0,60 €
Hôtels et résidences de tourisme, villages de vacances, et hébergements assimilés en attente de classement ou sans classement	0,50 €
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 3, 4 et 5 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes	0,55 €
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 1 et 2 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, ports de plaisance	0,20 €

Article 4 :

Des arrêtés communautaires répartiront par référence au barème les aires, les espaces, les locaux et les autres installations accueillant les personnes mentionnées à l'article L. 2333-32 du CGCT.

Article 5 :

Sont exemptés de la taxe de séjour conformément à l'article L. 2333-31 du CGCT

Les personnes mineures ;

Les titulaires d'un contrat de travail saisonnier employés dans la commune ;

Les personnes bénéficiant d'un hébergement d'urgence ou d'un relogement temporaire.

Article 6 :

Les logeurs doivent déclarer tous les mois le nombre de nuitées effectuées dans leur établissement auprès de l'Office de Tourisme Vallée de Haute Mayenne.

Cette déclaration peut s'effectuer par courrier ou par internet.

En cas de déclaration par courrier le logeur doit transmettre chaque mois avant le 10 le formulaire de déclaration accompagné d'une copie intégrale de son registre du logeur.

Article 7 :

Les logeurs doivent déclarer tous les mois le nombre de nuitées effectuées dans leur établissement auprès de l'Office de Tourisme Vallée de Haute Mayenne.

Cette déclaration peut s'effectuer par courrier ou par internet.

En cas de déclaration par courrier le logeur doit transmettre chaque mois avant le 10 le formulaire de déclaration accompagné d'une copie intégrale de son registre du logeur.

En cas de déclaration par internet le logeur doit effectuer sa déclaration avant le 15 du mois et ne communiquera ses justificatifs à la collectivité qu'à sa demande.

L'office de tourisme transmet à tous les hébergeurs un état récapitulatif portant le détail des sommes collectées qu'ils doivent leur retourner accompagné de leur règlement avant le :

- avant le 31 mai, pour les taxes perçues du 1er janvier au 30 avril
- avant le 30 septembre, pour les taxes perçues du 1er mai au 31 août
- avant le 31 janvier, pour les taxes perçues du 1er septembre au 31 décembre

Article 8 :

Le produit de cette taxe est intégralement utilisé pour le développement touristique du territoire conformément à l'article L.2231-14 du CGCT.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à la majorité (M. BRODIN et Mme GENEST s'étant abstenus) adopte les tarifs présentés de la taxe de séjour à effet du 1^{er} février 2017.

14 - Soutien financier CDAD - action de prévention des addictions en milieu scolaire

Reçu à la Sous-Préfecture le 17 janvier 2017

M. MOLL expose :

Dans le cadre de l'action de prévention des addictions en milieu scolaire, 11 groupes scolaires de Mayenne Communauté ont assisté à des audiences correctionnelles au palais de justice de Laval. Le CDAD (Conseil Départemental d'Accès aux Droits) demande une participation financière à hauteur de 574 euros pour l'accompagnement réalisé en 2016 (soit 26 heures). En effet, en plus de la prise en charge du transport, des interventions ont préparé la venue des élèves au sein du tribunal et une évaluation a été réalisée à l'issue des audiences (voir documents joints). Ce financement est inclus dans le projet "addictions" du CLS dont la restitution s'est faite en mai dernier :

DEPENSES		RECETTES	
Projet addictions			
conférence de presse (2015)	26,15 €		
Kiosque	24 000,00 €	ARS (2014)	15 000,00 €
Buffet jeunes + couverts (2016)	779,16 €	MILDECA (2014)	10 000,00 €
exposition addicto (2015)	1 090,00 €	ARS (2016)	2 000,00 €
CDAD (non payé ce jour)	574,00 €		
Mise à dispo salle + employés communaux	530,69 €		
sous total	27 000,00 €		27 000,00 €

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, verse la somme de 574 € au CDAD de la Mayenne.

M. LE SCORNET expose :

Lors du dernier conseil Communautaire, vous avez validé l'avenant à la convention qui lie Mayenne Communauté à Hop Compagnie, compagnie de théâtre contemporain en résidence à Mayenne (anciennement Théâtre Dû). La compagnie a fait connaître, depuis, un besoin urgent en trésorerie dès le début de l'année 2017 en raison d'un travail de création en cours.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise le versement d'un acompte dès fin janvier à hauteur de 3 500 € sur la subvention qui sera accordée en 2017 (le montant de la subvention proposée au conseil communautaire sera de 10 000 €).

16 - Accessibilité – ADAP Mayenne Communauté - Depot d'un Agenda d'accessibilité Programmé

Reçu à la Sous-Préfecture le 17 janvier 2017

M. VALPREMIT expose :

Si initialement les Établissements Recevant du Public (ERP) et les Installations Ouvertes au Public (IOP) devaient être mis en accessibilité au 31 décembre 2014, la loi a permis des assouplissements de délais à la condition de déposer des Agendas d'Accessibilité Programmée (ADAP). L'ADAP constitue un outil de stratégie patrimoniale avec un engagement de programmation budgétaire sur une période de 3 à 6 ans selon les situations (9 ans pour les ERP de catégorie 1 à 4). Les collectivités avaient donc 2 alternatives, avant la fin 2015 :

- pour leurs bâtiments accessibles, déposer en Préfecture des attestations sur l'honneur ou les documents établis par les cabinets de contrôle
- pour les autres, déposer des ADAP ou solliciter des dérogations au vu d'un auto-diagnostic

Sur l'ex CCPM, le Conseil Communautaire en date du 17 décembre 2015 a validé les principes de l'ADAP. La CCPM disposait sur son territoire de 3 bâtiments déjà en conformité faisant l'objet d'une attestation d'accessibilité : la SERE à Mayenne, l'Office de Tourisme à Mayenne et le Forum des Métiers d'Art à Jublains.

L'ADAP, a été déposé sur les 7 bâtiments appartenant à la CCPM ou ceux qui sur son territoire ont fait l'objet d'un transfert de charge à compter du 1^{er} janvier 2016 :

- le Grand Nord à Mayenne,
- le Musée du Château du Mayenne,
- la Chapelle des Calvairiennes à Mayenne,
- le Cinéma Le Vox à Mayenne,
- le camping Intercommunal du Gué de St Léonard à Mayenne,
- la halte fluviale à Martigné-sur-Mayenne
- et le terrain d'accueil des Gens du Voyage à Mayenne en qualité d'Installation Ouverte au Public que la communauté de communes a récupérée au 1^{er} janvier 2016 et dont l'accessibilité n'était pas encore réalisée.

L'ADAP qui a été validé sur la CCPM se constituait ainsi qu'il suit :

	Liste des ERP CCPM	ESTIMATIF ADAP	Année 1	Année 2	Année 3	TOTAL
A	Grand Nord- Pôle culturel	6 000,00	2 000,00	4 000,00		6 000,00
B	Cinéma Le VOX	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00	20 000,00
C	Musée du Château	2 000,00	2 000,00			2 000,00
D	Chapelle des Calvairiennes	2 100,00	2 000,00			2 000,00
E	halte fluviale de Martigné	5 000,00	1 000,00		4 000,00	5 000,00
F	Camping du Gué de St Léonard	5 000,00			5 000,00	5 000,00
G	Terrain Accueil des gens du Voyage	7 000,00	0,00	0,00	7 000,00	7 000,00
	TOTAL	47 100,00	7 000,00	4 000,00	36 000,00	47 000,00

Au 1^{er} janvier 2016, l'ex CCHL a fusionné avec l'ex CCPM pour constituer une nouvelle entité : Mayenne Communauté.

Il fallait donc tirer les conséquences de cette fusion en matière d'accessibilité :

- adapter les instances relatives aux questions d'accessibilité- composition et périmètre
- transférer à MC les obligations de l'ADAP de l'ex CCPM
- travailler sur l'accessibilité des ERP de l'ex CCHL
- élargir la mission d'accompagnement que s'est donnée l'intercommunalité pour conseiller et assister les communes du territoire dans leur politique d'accessibilité.

LES INSTANCES

Le suivi des questions d'accessibilité a été confié à la Commission Environnement et Développement Durable présidée par Guy BOURGUIN et la coordination à Josselin CHOUZY.

Par ailleurs, toutes les collectivités de plus de 5 000 habitants ont l'obligation de créer une commission d'accessibilité.

Sur notre territoire c'est donc le cas pour la ville de Mayenne mais aussi pour les communautés de Communes.

Depuis 2008, l'instance était commune à Mayenne et à la CCPM afin d'éviter des doublons dans la mobilisation des associations et des partenaires.

Le bureau du 15 mars 2016 a désigné les nouveaux représentants de Mayenne Communauté à la commission Accessibilité : M. Raillard, Mme Foubert, M. Moll, M. Garnier et M. Coisnon.

TRANSFERER A MAYENNE COMMUNAUTE L'ADAP DE L'EX CCPM

MC a donc repris à son compte les obligations de la CCPM de mettre en œuvre l'ADAP. Ces interventions ont débuté et nous en ferons prochainement un bilan comme la réglementation nous y oblige.

PREVOIR LA MISE EN ACCESSIBILITE DES ERP DE L'EX CCHL

Si la CCHL avait engagé le processus de réflexion dès 2010, celui-ci a ensuite été retardé en raison de la fusion.

A la date du 1^{er} janvier 2016, les ERP transférés à Mayenne Communauté étaient les suivants :

- le pôle de santé intercommunal situé à Lassay-les-Châteaux
- la maison des services au Public intercommunale située à Lassay-les-Châteaux
- la poste de Lassay
- la gendarmerie de Lassay-les-Châteaux
- la gendarmerie du Ribay.

Locaux non concernés : locaux jusqu'ici propriété de la communauté soit non classés ERP (atelier- relais, locaux d'activités et barrages) soit remis aux communes soit encore mis à la disposition de l'intercommunalité mais dans le cadre de convention simple d'utilisation sans transfert de charges.

LOCAUX MIS A DISPOSITION DE LA CC PAR LES COMMUNES			
médiathèque	Lassay	ERP 5	commune de Lassay
espace jeunes	Lassay	ERP 5	Transféré commune de Lassay 1 ^{er} dec 2015
maison de Pays	le Horps	ERP 5	
LOCAUX DESORMAIS A CHARGE DES COMMUNES			
relais St Médard	Champéon	ERP 5	transféré en 2015 à la commune
Auberge campagnarde	Montreuil P	ERP 5	transféré en 2015 à la commune
chambre funéraire	Lassay	ERP 5	retour commune au 1er janvier 2016
office de tourisme	Lassay	ERP 5	label tourisme et handicap

Locaux concernés :

3 des ERP sont déjà accessibles dont 2 ont déjà fait l'objet d'attestations d'accessibilité déposées :

- le pôle de santé
- la poste de La ssay.

Il appartiendra à Mayenne Communauté de faire une attestation sur l'honneur pour la maison des services au public. S'agissant de la Poste de La ssay, quelques améliorations sont à envisager sur la question du stationnement adapté aux abords immédiats du bâtiment mais sans incidence sur l'accessibilité de l'ERP lui-même.

Il ne restait donc que la question des 2 gendarmeries. Des diagnostics ont été réalisés par le cabinet APAVE et c'est pour ces 2 bâtiments qu'il est désormais nécessaire de déposer un Agenda d'Accessibilité Programmé. Des travaux de réfection de l'enrobé du parking de la gendarmerie de La ssay ont d'ores et déjà été réalisés cet été et ont permis de rattraper le niveau de l'entrée.

Mais il reste des interventions sur :

- les dispositifs extérieurs d'appel
- le cheminement extérieur au Ribay pour diminuer le ressaut de l'entrée
- le parvis de la gendarmerie de La ssay qui est à repenser pour gommer les différences de niveaux (paillasse et ressaut)
- sur les locaux de garde à vue à La ssay-les-Châteaux
- des menuiseries et mobiliers au Ribay.

Ainsi que les totems de signalement lumineux « Gendarmerie » à déplacer en bordure de chaussée

Le coût des travaux est estimé à 11 100 € HT.

Afin de se conformer aux exigences des textes, il est désormais nécessaire de planifier ces mises en accessibilité sur les 2 années 2017 et 2018. Il est proposé d'inscrire l'accessibilité :

- de la gendarmerie de La ssay en 2017 soit 6 300 € HT
- de la gendarmerie du Ribay en 2018 soit, 4800 € HT

Au vu de ce qui a été fait et de ce qu'il reste à faire le tableau s'établira ainsi qu'il suit pour MC.

NB : le cinéma a été chiffré mais sera réalisé dans le cadre des travaux neufs.

MISSION D'ACCOMPAGNEMENT DES COMMUNES

Liste des ERP ex CCPM	ESTIMATIF ADAP	Pour mémoire Année 1	Report année1	Année 2	TOTAL ANNEE 2 avec report	Année 3	TOTAL
Grand Nord- Pôle culturel	6 000,00	2 000,00	2 000,00	4 000,00	6 000,00		6 000,00
Cinéma Le VOX*	20 000,00	0,00		0,00		20 000,00	20 000,00
Musée du Château	2 000,00	2 000,00	2 000,00		2 000,00		2 000,00
Chapelle des Calvairiennes	2 100,00	2 100,00	2 100,00		2 100,00		2 100,00
halte fluviale de Martigné	5 000,00	1 000,00				4 000,00	5 000,00
Camping du Gué de St Léonard	5 000,00					5 000,00	5 000,00
Terrain Accueil des gens du Voyage	7 000,00	0,00		0,00		7 000,00	7 000,00
TOTAL	47 100,00	7 100,00	6 100,00	4 000,00	10 100,00	36 000,00	47 100,00
Liste des ERP MC							
Gendarmerie de Lassay	6 300,00			6 300,00	6 300,00		6 300,00
Gendarmerie du Ribay	4 800,00					4 800,00	4 800,00
TOTAL	11 100,00	0,00		6 300,00	6 300,00	4 800,00	11 100,00
TOTAL GLOBAL	58 200,00	7 100,00	6 100,00	10 300,00	16 400,00	40 800,00	58 200,00

Lors de l'engagement de sa démarche d'accessibilité en 2010, la CCHL avait engagé en une démarche de recensement des ERP des communes dans le but d'organiser un groupement de commandes pour réaliser les diagnostics (communes et CCHL)

8 communes avaient souhaité y adhérer mais en raison de la fusion, la CCHL a sollicité du Préfet par délibération du 30 septembre 2015 un report de dépôt de son agenda ainsi que pour les communes intéressées.

Même si MC n'a pas pu organiser de groupement de commandes pour les 8 communes concernées, elle les a assistées dans la réalisation du cahier des charges et dans la négociation. A ce jour, les ADAP sont soit déposés soit sur le point de l'être comme le notre.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- valide l'ADAP de Mayenne Communauté pour un montant de 11 100 € HT avec une répartition de 6 300 € pour 2017 et 4 800 € en 2018,
- transfère à Mayenne Communauté l'ADAP de l'ex CCPM
- et autorise le Président à déposer une attestation pour la Maison des services au Public.

17 - Ressources humaines DASS - Création d'un poste de rédacteur chargé du contrat local de santé

Reçu à la Sous-Préfecture le 17 janvier 2017

M. MOLL expose :

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque établissement sont créés par l'organe délibérant de l'établissement. Il appartient donc au Conseil communautaire de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Après avis favorable du CTP du 23 janvier 2017

Considérant la nécessité de continuer la mission d'animation du contrat local de santé

Considérant le renouvellement de la subvention de l'Agence Régionale de Santé pour un an

Les dépenses sont à inscrire au chapitre 012 lors du vote du budget 2017.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, crée un poste de rédacteur chargé de l'animation du contrat local de santé à temps complet à compter du 1er février 2017.

18 - Economie - Parc d'activité du Bocage - Projet DOUILLET - Vente à la SCI du Bocage

Reçu à la Sous-Préfecture le 17 janvier 2017

M. TRANCHEVENT expose :

Par délibération en date du 25 juin 2015, le Conseil Communautaire du Pays de Mayenne a acté la vente à l'entreprise Douillet, concessions et réparation de matériel agricole dont le siège social se situe au Corps, d'un terrain de 5ha environ situé sur le parc d'activité du Bocage à Aron ceci, au prix de 200 000 € HT.

Cependant depuis le projet a évolué et des aménagements complémentaires ont été ajoutés. Une nouvelle négociation avec l'entreprise a permis de fixer à 250 000 € HT le prix de cession de ce terrain de 5ha environ.



La partie hachurée correspond à la vente en cours.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- autorise la vente à la SCI du Bocage des parcelles cadastrées ZI 28p et ZI 45p à Aron pour une contenance de 5ha environ au prix de 250 000 € HT,
- autorise le Président à signer l'acte et toute pièce ayant trait au dossier
- et confie la rédaction à Me Pilleux notaire à Mayenne.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21 h 30

Vu, la Secrétaire,
Madeleine LODE

Vu, le Président
Michel ANGOT

